

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

**INFORMATION
INFORMATORISCHE AUFZEICHNUNG
INFORMATION MEMO**

**NOTE D'INFORMATION
NOTA D'INFORMAZIONE
TER DOCUMENTIE**

Brussels, July 1978

COMMISSION PROPOSES LABELLING DOMESTIC APPLIANCES TO SAVE ENERGY (1)

The Commission has just accepted a proposal put forward jointly by Mr. Guido BRUNNER and Mr. Richard BURKE for an informative labelling system on the energy consumption of domestic appliances.

The objective is to provide the public with as much information as possible on the energy consumption characteristics of such appliances as water heaters, ovens, refrigerators, freezers, washing machines, dishwashers, television sets, tumble dryers and vacuum cleaners. The Commission believes the introduction of the labelling system will enable customers to compare the brands of appliances on offer in the shops and thus encourage them to choose those which consume least energy.

The proposal will now be transmitted to Parliament and to the Economic and Social Committee for their opinion after which it will be discussed by the Council probably in December. A series of draft implementing Directives will be presented, the first of which covers electric ovens.

The information required will be printed on a light orange coloured label measuring 90 x 100 millimetres. A uniform labelling system will benefit producers who wish to sell their products throughout the Community without having to meet varying national standards.

The system is not designed to be compulsory and will be capable of implementation on a voluntary basis. While the provision of information about energy consumption is a first priority the directive also makes it possible to add other information to the labels, for example, information on water consumption and noise levels, where appropriate.

The energy saving potential of the labelling system is significant enough to make it a worthwhile component in the Community's programme for the rational use of energy.

According to Member States' estimates, domestic electrical appliances consume around 200 000 Gigawatt hours a year (Gwh = one million kilowatts per hour) an average of 2 300 Kwh per year (1 Kwh = 1 000 watts per hour) for each of the 84 208 000 households in the Community.

This represents 0.5 tonnes of oil equivalent (toe) - taking account of the average specific consumption of power stations - and a total of 44 million toe. Thus running the Community's domestic electrical appliances accounts for some 4.8 percent of gross inland consumption. It is estimated that around one percent of the total energy consumption in the Community could be saved in 1990 by improving the efficiency of household appliances.

A swing in public demand towards economical, environmentally acceptable appliances is an effective way of prompting industry to continue efforts to develop appliances which perform their function with lower consumption of energy.

The new Commission proposals follow-up a Council recommendation of 4 May 1976 on the rational use of energy for household appliances. In launching the principle of a standardised form of labelling the recommendation also stated that compliance with these standards would be ensured in accordance with procedures which do not impede the free movement of goods within the Community. Since then France has made a labelling system indirectly compulsory as part of its regulations on advertising. Other Member States which have been contemplating the introduction of various systems have now suspended their procedures pending the adoption of a Community scheme.

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

INFORMATION
INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG
INFORMATION MEMO

NOTE D'INFORMATION
NOTA D'INFORMAZIONE
TER DOCUMENTIE

Bruxelles, juillet 1978.

LA COMMISSION PROPOSE UN SYSTEME D'ETIQUETAGE DES APPAREILS DOMESTIQUES POUR
REALISER DES ECONOMIES D'ENERGIE (1).

La Commission vient d'approuver une proposition présentée conjointement par MM. Guido BRUNNER et Richard BURKE concernant un système d'étiquetage informatique de la consommation d'énergie des appareils domestiques.

L'objectif est de fournir au public le maximum d'informations sur la consommation d'énergie d'appareils domestiques tels que : appareils de production d'eau chaude, fours, appareils de réfrigération et de congélation, machines à laver le linge, machines à laver la vaisselle, téléviseurs, séchoirs à tambour et aspirateurs. La Commission pense que l'introduction d'un système d'étiquetage permettra aux consommateurs de comparer les marques d'appareils offertes dans les magasins et les incitera ainsi à choisir ceux qui consomment le moins d'énergie.

La proposition va être transmise maintenant pour avis au Parlement et au Comité économique et social, après quoi elle sera discutée au Conseil, probablement en décembre. Un certain nombre de projets de directives d'application seront présentés, dont le premier concernera les fours électriques.

L'information requise sera imprimée sur une étiquette de couleur jaune/orange de 90 x 100 mm. Un système uniforme d'étiquetage sera profitable aux producteurs qui souhaitent vendre leurs produits dans l'ensemble de la Communauté, sans avoir à se conformer à des normes nationales différentes.

Le système d'étiquetage ne sera pas obligatoire et son adoption restera facultative. Si la fourniture d'informations relatives à la consommation d'énergie constitue une priorité absolue, la directive prévoit également la possibilité d'ajouter au besoin sur les étiquettes d'autres informations concernant par exemple la consommation d'eau ou le niveau de bruit.

Le potentiel d'économies d'énergie qu'offre le système d'étiquetage est assez important pour en faire un précieux élément du programme de la Communauté en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie.

Selon les estimations des Etats membres, la consommation imputable aux appareils électro-ménagers s'élève à quelque 200.000 gigawatts-heures par an (GWh = un million de kilowatts-heures) soit une moyenne de 2300 KWh par an (KWh = 1000 watts-heures) pour chacun des 84.208.000 ménages de la Communauté.

En tenant compte de la consommation spécifique moyenne des centrales, ces chiffres représentent 0,5 tonne d'équivalent pétrole (tep) par ménage et 44 millions de tep au total, soit 4,8 % de la consommation intérieure brute de la Communauté. On estime qu'on pourrait économiser près de 1 % de la consommation d'énergie totale de la Communauté en 1990 en améliorant l'efficacité des appareils électro-ménagers.

./.

Un changement d'orientation du public vers des appareils économes et respectueux de l'environnement est le plus sûr moyen d'amener l'industrie à poursuivre ses efforts en vue de la mise au point d'appareils permettant de remplir les mêmes fonctions au prix d'une consommation plus faible.

Les nouvelles propositions de la Commission font suite à une recommandation du Conseil du 4 mai 1976 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie nécessaire au fonctionnement des appareils électro-ménagers. En introduisant le principe d'un étiquetage uniforme, la recommandation prévoyait également que la conformité à ces normes serait établie selon des procédures ne faisant pas obstacle à la libre circulation des marchandises à l'intérieur de la Communauté. Depuis lors, la France a rendu un système d'étiquetage indirectement obligatoire dans le cadre de ses dispositions sur la publicité. D'autres Etats membres qui envisageaient l'introduction de différents systèmes ont suspendu provisoirement leurs procédures dans l'attente de l'adoption d'un système communautaire.